



KINSHASA, DÉCEMBRE 2016.

Les délégués des évêques annoncent avoir conclu un accord avec les représentants du monde politique.

La République démocratique du Congo (RDC) est à un tournant crucial de son histoire. Le président Kabila a terminé son deuxième mandat et la Constitution ne lui permet pas d'en briguer un troisième. Mais, avançant l'impossibilité d'organiser des élections en temps utile, il prétend pouvoir rester à son poste tant qu'il n'y a pas de président élu. L'opposition demande son départ, en vain jusqu'à aujourd'hui. C'est la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO) qui négocie un accord entre les différentes parties. Dans les pays européens de tradition laïque, il serait impensable que des évêques mènent de semblables négociations et se mêlent de questions politiques.

STRUCTURE COERCITIVE

Selon Bob Kabamba, politologue d'origine congolaise enseignant à l'Université de Liège, pour comprendre cette situation, il faut remonter loin dans le temps. Avant de devenir une colonie belge, le Congo était la propriété personnelle de Léopold II qui avait mis en place une structure coercitive empêchant toute contestation. Cette structure, prorogée ensuite, reposait sur trois piliers : l'État et son administration centrale, l'armée qui tenait l'ensemble grâce au même système administratif présent dans toutes les provinces, et l'Église catholique organisée de manière semblable. C'est elle qui a apporté une dimension sociale à travers l'enseignement et les soins de santé. Elle a également été présente dans la lutte contre l'esclavage.

« L'Église est à l'écoute des besoins de la population. »

Cette structure a perduré jusqu'à l'indépendance. Et Mo-

butu l'a pérennisée pour asseoir son pouvoir. Tout en se rendant compte qu'il ne pourrait pas mettre la main sur l'Église à cause, justement, de sa hiérarchisation qui lui échappait. D'où son entreprise de « zaïrianisation » pour tenter de casser cette situation. L'Église s'est montrée intelligente en acceptant le système mis en place par Mobutu, tout en gardant son autonomie.

Dès le début, elle a été en contact avec la population. « Elle a toujours perçu ses désirs, raconte Bob Kabamba. Elle ne s'oppose pas au changement mais s'implique dans ce changement. Elle y entre pour essayer de bien relayer les aspirations du peuple. Cela a été le cas avec le cardinal Malula. L'Église a soutenu l'enseignement, à la fois primaire et universitaire. Mobutu a réformé le système d'enseignement mais il a néanmoins nommé Monseigneur Tshibangu comme président du conseil d'administration de toutes les universités du Congo jusqu'à aujourd'hui. »

MOUVEMENTS PASTORAUX

Et l'histoire continue. À la fin des années quatre-vingt, l'Église a bien senti que les populations changeaient et désiraient davantage de démocratie ainsi qu'une plus grande liberté d'expression. Elle a donc été très présente en organisant ce que l'on appelle les mouvements pastoraux.

Elle est organisée de la même façon que l'État au niveau des provinces, avec les évêques, les archevêques, les paroisses. Elle a donc mis en place des structures qui encadrent les laïcs. Ceux-ci s'impliquent non seulement dans sa vie interne mais aussi dans des structures et mouvements sociaux.

L'Église, à travers tous ces mouvements, s'est donc mise

Joseph Kabila s'accroche au pouvoir

Congo : LES ÉVÊQUES EN PREMIÈRE LIGNE

Paul FRANCK

Pourquoi et comment, en République démocratique du Congo, pays laïc, la Conférence épiscopale Nationale des évêques du Congo (CENCO) est-elle au centre des négociations ? Analyse par le politologue Bob Kabamba.

à l'écoute des besoins de la population et s'est inscrite dans la mouvance du processus de changement et de démocratisation. Grâce à sa souplesse et à sa proximité avec les gens, elle a pris une longueur d'avance sur l'État, plus figé. Tout cela s'est vu au moment où, dans les années nonante, on a commencé à parler de la Conférence Nationale.

LA SEULE STRUCTURE

« À cette époque, remarque Bob Kabamba, l'Église est la seule structure capable d'avoir des documents sérieux discutés à partir de la base et de les faire parvenir jusqu'à Kinshasa. Elle devient vraiment un acteur important par rapport au processus de changement et elle est prête à assumer ses responsabilités. Étant organisée dans toutes les régions du pays, avec la mise en place du Conseil de l'Apostolat des Laïcs Catholiques du Congo

(CALCC), elle a montré sa crédibilité pour être un acteur incontournable dans le processus de démocratisation. »

« Le summum a été la marche pacifique des chrétiens le 16 février 1992 qui a vu des millions de personnes s'opposer à Mobutu qui ne parvenait pas à contrôler le processus de démocratisation. Le pouvoir a fait tirer sur la foule, ce qui a causé des morts. Mobutu a été obligé de plier et de rendre souveraine la Conférence Nationale dont Monseigneur Monsengwo, archevêque de Kisangani, est devenu le président. »

SEULE INSTITUTION CAPABLE, AUJOURD'HUI

L'arrivée de Laurent Kabila au pouvoir n'a pratiquement rien changé dans le rapport de force entre l'Église et le pouvoir. Que du contraire ! À la fin

de Mobutu, la Belgique et d'autres pays ont coupé la coopération bilatérale tout en continuant à soutenir les œuvres sociales.

Beaucoup de fonds destinés à Mobutu sont allés vers l'Église qui a pu ainsi consolider sa présence dans toutes les régions du pays. Avec Joseph Kabila, elle ne s'est pas directement impliquée. Personne n'est vraiment parvenu à asseoir une légitimité sur tout le processus de changement nécessaire.

« Ce qui est étonnant, explique le politologue, c'est que Kabila est allé à Rome pour rencontrer le pape François. Les images montrent d'abord une entrevue très froide. Cependant, à la sortie de l'audience, les visages sont souriants. Rentré au pays, Kabila confie à la CENCO la mission de médiateur. C'est ce qui fait que l'Église est toujours perçue comme porteuse des aspirations du peuple congolais. Elle semble la seule aujourd'hui capable d'assurer une transition pacifique. » ■

INDICES

ARMOIRIES.

Sur demande expresse du pape, les faces nationales des euros du Vatican n'afficheront plus son visage mais ses armoiries.

STREET ART.

La façade de l'église St-Joseph à Beaulieu (Loire, France) sera-t-elle repeinte en couleurs flashy par un artiste d'art de rue ? C'est la proposition du maire pour « illuminer le village ». Les riverains ne sont pas contre, mais le bâtiment appartient à l'évêché, est surtout utilisé par des Polonais et exige de nombreuses rénovations intérieures.

DÉPART.

En 2015, un enfant résidant en Wallonie a fait l'objet d'une euthanasie. C'est le deuxième cas d'euthanasie de mineur connu en Belgique, comme l'a révélé la Commission fédérale d'évaluation et de contrôle de l'euthanasie.



FINIS LES PARRAINS.

Il n'y aura plus de parrains et de marraines lors des baptêmes dans le diocèse de Melfi (Italie). L'évêque du lieu estime en effet qu'ils « n'ont pas la pleine conscience du rôle qu'ils doivent remplir comme témoins de la foi ».

VAUTOURS.

Des affiches remettant en cause l'action du pape François sont apparues dans les rues de Rome. « Tu as placé sous tutelle des congrégations, renvoyé des prêtres, décapité l'Ordre de Malte et les Franciscains de l'Immaculée, ignoré les cardinaux... Mais où est donc ta miséricorde ? », proclament-elles. Selon des vaticanistes, cette attaque viendrait des « vautours » à l'intérieur des milieux ecclésiastiques.